

L'IMMIGRATION

LES VOYAGES DE MM. DICERNI ET COATES—LA QUESTION DE L'APPROBATION DU MINISTRE

M. Sean O'Sullivan (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Le ministre peut-il nous dire si les longs et intéressants voyages de MM. Richard Dicerni et Daniel Coates, effectués aux frais des contribuables pendant qu'ils travaillaient au bureau personnel du ministre, ont été autorisés par celui-ci?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je crois que cette question figurait au *Feuilleton* et qu'on y a répondu.

* * *

L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

LES AUDIENCES CONCERNANT LE PIPE-LINE DU MACKENZIE—LA POSSIBILITÉ DE PRÉSENTATION D'UN MÉMOIRE PAR LE GOUVERNEMENT

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Étant donné que l'Office national de l'énergie a prévu pour les 8, 9 et 10 juillet des audiences préliminaires concernant le projet de pipe-line du MacKenzie, le premier ministre voudrait-il dire à la Chambre si le gouvernement envisage ou a l'intention de présenter une déclaration ou un mémoire à l'Office?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je prends note de la question au nom du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

* * *

LES FINANCES

L'IMPOSITION DE DROITS D'IMPORTATION SUR LES PIÈCES ÉLECTRONIQUES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances qui se rattache à celle qu'a posée le député de Wellington. Le député de Vancouver-Sud a présenté des instances à la Chambre le 27 janvier et le 6 février et le ministre des Finances a reçu une lettre le 17 février lui demandant si l'on prévoyait d'adoucir les dispositions du bill C-172 de la vingt-neuvième législature, afin de taxer les pièces électroniques entrant au Canada au lieu de les admettre en franchise, ce qui protégerait l'emploi des travailleurs des usines RCA de Renfrew et d'Owen Sound. Suite à la réponse du 8 avril où il avait indiqué qu'il étudiait la question, le ministre a-t-il poursuivi son examen et quelle mesure compte-t-il prendre?

● (1440)

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à la lettre si ce n'est que le problème n'est peut-être pas particulièrement une question de droits de douane.

DEMANDE DE RAPPORT SUR LE PROCÈS DE L'INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE DEVANT LE TRIBUNAL ANTI-DUMPING

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à poser. J'au-

Questions orales

rais bien aimé être présent à la réunion ce matin quand la partition musicale a été distribuée. Le ministre des Finances peut-il dire à la Chambre si les poursuites intentées devant le tribunal anti-dumping, dont nous a fait part le ministre du Revenu national il y a quelque temps, et qui concernent l'industrie de l'électronique, se continuent et si la Chambre et le public pourront bientôt obtenir un rapport sur cette industrie en difficulté.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la question est assez importante pour valoir au député une réponse détaillée en une autre occasion.

* * *

[Français]

L'IMPÔT SUR LE REVENU

ON DEMANDE UNE ENQUÊTE SUR LES CHAROIGNARDS

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, en l'absence de l'honorable ministre du Revenu national, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Sans aucun doute, qu'à son retour au Canada, le très honorable premier ministre a été informé de l'enquête sur le crime organisé au Québec, principalement en ce qui concerne le commerce des viandes avariées. Or, le très honorable premier ministre peut-il assurer la Chambre que le ministère du Revenu national fera enquête auprès des charoignards, afin de s'assurer que tous les impôts sur le revenu ont été payés, car dans certains cas, ils s'élevaient jusqu'à 25 millions de dollars?

[Traduction]

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je prends volontiers note de la question au nom du ministre du Revenu national.

* * *

L'IMMIGRATION

LES SOMMES VERSÉES EN TROP À DES RÉFUGIÉS DE L'OUGANDA—DEMANDE DE MESURES POUR LA RÉCUPÉRATION

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Étant donné que sur les \$824,000 versés à des réfugiés ougandais, une somme de \$188,500 a été versée en trop par suite de fausses déclarations ou de tractations frauduleuses, et comme deux de ceux qui ont touché cet argent ont pu acheter un motel en Colombie-Britannique au prix de \$127,000, le ministre va-t-il entreprendre une enquête ministérielle ou judiciaire afin de trouver un moyen de récupérer les sommes versées en trop?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je crois que c'est un cas de procédure normale, mais je vais me renseigner.

Pendant que j'y suis, monsieur l'Orateur, peut-être ai-je induit involontairement la Chambre en erreur en disant au député de Hamilton-Wentworth que nous avions répondu à sa question inscrite au *Feuilleton*. En fait, nous sommes à préparer cette réponse.